

● **UN COMMUNIQUÉ DE LA PRÉSIDENTENCE L'ANNONCE**

Bouteflika au Val-de-Grâce

PAGE 3



Photo : DR

Edition d'Alger - ISSN III - 0074

Le Soir
D'ALGERIE
www.lesoirdalgerie.com
Quotidien indépendant



● **VENTES DE VOITURES EN 2013**



Photo : Samir Sid

Les marques qui dominent le marché automobile

PAGES 12 et 13

● **ILS PEINENT À DÉGAGER UNE STRATÉGIE POUR LA PRÉSIDENTIELLE**

LES ISLAMISTES PERDENT LA BOUSSOLE

PAGE 3

Le Bonjour du «Soir»

Hollande, Julie, Dieudo et les poissons algérois

J'ai entendu un homme politique français s'insurger contre la fixation médiatique dont fait l'objet l'aventure extraconjugale du président Hollande. Excusez ma faiblesse linguistique mais je ne sais pas comment on nomme l'acte de tromper sa compagne, c'est-à-dire une femme avec laquelle on vit sans être marié... Dans un pays où des hommes peuvent se marier avec des hommes, une tromperie sexuelle de plus ou de moins, c'est d'une banalité... sauf que l'auteur est ici le chef de l'Etat. Et qui trompe une femme, peut tromper tout un peuple... Mais cet homme politique martèle : «Occupons-nous plutôt du chômage, des entreprises, de la fiscalité, c'est beaucoup plus important !»

Tiens, tiens ! Quand tout un pays, ses leaders politiques, ses philosophes, ses médias se sont mis à faire la chasse à Dieudonné et que la vie s'est arrêtée pour monter des subterfuges juridiques permettant d'interdire son spectacle, à ce moment précis, personne ne s'est préoccupé du chômage, des entreprises et de la fiscalité !

Si Hollande se sort «sain et sauf» de ce piètre mélodrame, ce serait déjà «beaucoup». Et ce n'est pas la faute aux poissons algérois que l'on a eu tort d'incriminer dans la seconde version de la fameuse blague ! Nos poissons ont eu leur revanche. Dieudo aussi ! C'est Francis Blanche qui disait, je crois : «La quenelle est le poisson le plus mal connu de la faune maritime»...

maamarfarah20@yahoo.fr



Photos : Samir Sid

● **DÉMISSION DE TAYEB BELAÏZ**

Le Conseil constitutionnel a-t-il tenu une délibération ?

La démission de Tayeb Belaïz du poste de président du Conseil constitutionnel aurait dû faire l'objet d'une délibération des membres de cette institution. Imposée par le décret présidentiel de 1989 et par le règlement intérieur du Conseil, il n'existe nulle trace de cette délibération.

PAGE 4



Photo : Samir Sid